

Conférence Support Me – Rome-01 Octobre 2021

Manque de respect des droits fondamentaux et routes internationales de migration

Riccardo Noury, membre d'Amnesty International et Amnesty International Italie depuis 1980.

Résumé de l'intervention

Riccardo Noury est l'auteur ou le co-auteur d'ouvrages sur les droits de l'homme et, en particulier, la peine de mort et la torture. Le discours de Riccardo Noury (Amnesty International Italie) est divisé en deux parties. Il passe en revue les crises concernant les droits de l'homme de l'Amérique Centrale à l'Afrique Subsaharienne, en passant par la Syrie, le Myanmar, et l'Afghanistan. Dans une deuxième partie, il analyse la réponse mondiale sur la migration, produit de ces crises qui se focalisent sur les politiques d'externalisation et la fermeture des frontières. Parmi ces crises, l'épisode entre les Etats Unis (EU) et le Mexique, L'Union européenne et la Turquie, L'Italie et la Libye, L'Union européenne (UE) et la Bosnie et enfin l'obligation pour les Etats frontaliers de l'Afghanistan de prendre en charge les personnes qui fuient ce pays.

70 années sont passées depuis la naissance de la déclaration universelle des droits de l'homme. En lisant le rapport d'Amnesty International sur la situation des droits de l'homme dans le monde, on a une idée claire et nette de la division du monde. Les militants pour les droits de l'homme jouent un rôle de plus en plus crucial sur le terrain, et la charge qui pèse à leur encontre est une preuve de leur parcours et de la force perturbatrice de leurs actions. Si on traverse les continents géographiquement, les moyens pour les faire taire sont constamment utilisés. Les méthodes, la sévérité sans gêne de ces attaques change mais leur signification reste la même. L'Europe et l'Asie n'échappent pas à cette tendance.

Dans plusieurs pays, les mesures contre le terrorisme et la criminalisation des travailleurs militants ont pour but de réduire l'espace de la société civile. En Pologne, ils ont introduit une restriction du droit à manifester. En Russie, les protestations ont augmenté et ils ont massivement arrêté les manifestants y compris des mineurs. Au Moyen Orient, les défenseurs des droits de l'homme ont joué un rôle dans la lutte contre la discrimination profonde, les violations, la dénonciation et le maintien de l'attention portée sur les conflits, révélant les abus commis par les forces de sécurité au Maghreb. Au Yémen, plusieurs militants ont été victimes de disparitions forcées, de détentions arbitraires et de menace de mort à cause de leur engagement.

L'accord Italie-Libye.

Le 02 Février 2017, avec le soutien de l'Union Européenne, l'Italie signait un accord avec la Libye visant à encourager et maintenir les efforts de ce pays d'Afrique du Nord à intercepter les migrants en mer et à les renvoyer dans ses centres de détention en Libye. L'Italie a accepté de former, d'équiper et de financer les garde-côtes libyens et d'autres autorités libyennes dans cet objectif.

Les gouvernements concernés ont décidé de renouveler l'accord en octobre 2019. Le gouvernement italien s'était au départ engagé à le renégocier afin de remédier à la situation critique des personnes réfugiées et migrantes en Libye. Il annonce n'avoir pas apporté de modifications, mais continuera néanmoins de coopérer avec la Libye.

En juillet 2021, l'accord a été renouvelé. Selon le site web d'Amnesty International, dans un mémorandum également signé par l'observatoire des droits de l'homme et envoyé aux députés et sénateurs, membres de la commission concernée, l'Italie est doucement devenue responsable des violations et abus commis en Libye. Les organisations ont réitéré l'urgence de modifier les termes de la coopération avec la Libye. Nous avons insisté pour que le Parlement révoque tout soutien à une cause libyenne et pour que l'administration générale de la sécurité des côtes réalise un nouvel accord qui conditionne des mesures concrètes pour garantir les droits des réfugiés, des migrants, et y compris l'engagement de débarquer les personnes sauvées en mer dans une région autre que la Libye.

L'accord entre l'UE et la Turquie a été signé le 18 mars 2016. Il prévoit que le gouvernement turc prenne en charge les migrants passés illégalement en Europe, y compris les déboutés du droit d'asile. Il prévoit donc le retour en Turquie de tout clandestin arrivé sur le territoire grec, n'ayant pas fait de demande d'asile ou dont la demande a été rejetée. En échange, l'UE a donné des milliards d'euros à la Turquie, dont des centaines de millions en septembre 2020 pour soutenir les réfugiés vivant dans le pays. Après cet accord, la Grèce introduit des mesures visant à obliger les personnes entrant dans le pays via les compagnies aériennes à y rester ou à attendre le résultat de leurs demandes d'asile. Actuellement, la vaste majorité provient de pays classiques de réfugiés. Ils viennent d'Afghanistan, de Syrie, de Somalie, de la République Démocratique du Congo et de la Palestine, tandis qu'un quart d'entre eux sont des mineurs.

La Turquie accueille 4 millions de réfugiés. Eve Geddie, directeur du bureau d'Amnesty International auprès des institutions européennes a déclaré que : « L'accord entre l'UE et la Turquie est un échec cuisant ». L'UE et les états membres n'ont pas réussi à prendre en charge les personnes qui cherchent la sécurité en Europe, n'ont pas réussi à respecter les droits des réfugiés et des migrants et n'ont pas réussi à leur offrir une deuxième protection et une route fiable pour atteindre l'Europe. Les ministres doivent trouver des solutions ce qui pourrait contribuer à sauver des vies. Les politiques scandaleuses telles que l'accord entre l'UE et la Turquie et la coopération infructueuse entre l'UE et la Libye ne peuvent constituer un modèle à suivre pour des accords futurs avec d'autres pays en matière d'immigration. Cinq ans après la signature de l'accord, 50 000 femmes, hommes et mineurs sont piégés dans des camps surpeuplés sur les îles grecques et des centaines de milliers d'autres personnes ont refusé d'y rester. Plusieurs personnes ont été forcées à dormir dans des tentes et ont dû faire face au froid et à des conditions si peu sécurisantes que cela a causé la mort de certaines d'entre elles. Cet accord a été préjudiciable pour l'histoire des droits de l'homme de l'UE et souligne la faiblesse de l'UE à signer des dispositifs de limitation de l'immigration par commodité politique qui ne tiennent pas compte du coût humain.

À propos de l'accord entre les Etats Unis et le Mexique, Amnesty International a rédigé un rapport intitulé « Façade d'un mur ». Ce rapport décrit l'impact catastrophique des politiques et pratiques qui entraînent des refoulements illégaux de demandeurs d'asile vers les frontières et menacent de détenir illégalement des milliers d'autres familles y compris des enfants et des bébés dans des centres d'immigration américains. Les Etats Unis et le Mexique sont complices d'un crime qui les rendent susceptibles de provoquer une catastrophe en matière de droits de l'homme. Les Etats Unis sont en train de réaliser un système plus étroit pour empêcher les gens de recevoir la protection internationale dont ils ont besoin.

« Le Mexique est ravi d'avoir le rôle de gardien » précise Erika Guevara Rosas, directrice d'Amnesty International pour les Amériques. Avec cette stratégie de guerre, le président Trump ne se rend pas compte que ces personnes, si elles veulent vivre, n'ont d'autre choix que de quitter leur foyer. Le mur, la question de la diminution et de l'accroissement des centres de détention pour migrants ne les empêcheront pas de séjourner aux Etats Unis.

Dans ce triste jeu du chat et de la souris, les seuls perdants sont les centaines de milliers de personnes qui cherchent désespérément à échapper aux niveaux de déséquilibre extrême et mortel à El Salvador, au Guatemala et en Honduras. « Au lieu de les pousser vers une mort certaine, les Etats Unis devraient supprimer la sécurité aux frontières et adopter de toutes nouvelles politiques d'immigration », ajoute Guevara Rosas.

Après des recherches approfondies sur le terrain des deux côtés de la frontière, Amnesty International a conclu que les mesures adoptées par le président Trump pour arrêter l'immigration, violent le droit international. Il s'agit notamment du décret du 25 janvier sur le renforcement de la sécurité aux frontières et d'une série de mesures qui placent les gens en danger de mort ainsi que sur la multiplication du recours automatique illégal à la détention des demandeurs d'asile, et dans certains cas, de familles entières pendant plusieurs mois. Ce décret prévoit une augmentation de la capacité des centres de détention à l'étranger pour les migrants et les demandeurs d'asile. Selon des données officielles, 8 788 requêtes provenant du Sud ont été soumises au Mexique en 2016 comparé aux 1296 en 2013. 25% des requérants ont reçu le statut de réfugié. 20% des demandes concernent des citoyens provenant du triangle Nord, autrement dit, El Salvador, Guatemala et Honduras, des pays où la violence règne. L'agence étatsunienne des réfugiés estime qu'en 2017, il pourrait y avoir des dizaines de milliers de demandes.

Au lieu de prévoir une protection pour ces personnes, le Mexique les poussent vers des situations de danger extrême. En 2016, selon l'Institut national mexicain de l'immigration, 108 595 migrants en situation irrégulière ont été placés en détention dont 20% d'entre eux proviennent de l'Amérique Centrale et 147 370 ont été renvoyés chez eux. 97% de ces migrants venaient de El Salvador, du Guatemala et d'Honduras. Beaucoup n'ont même pas eu le droit de chercher une protection en demandant l'asile.

Concernant la situation en Bosnie, dans la déclaration d'Amnesty International, les réfugiés ont droit à certains services européens pour demander une action immédiate afin de résoudre la crise humanitaire en cours en Bosnie Herzégovine, pour identifier des solutions institutionnelles de long terme et répondre aux besoins des personnes qui transitent par les états négociants. Actuellement, environ 2500 migrants et demandeurs d'asile dont une centaine de personnes dans les camps provisoires sont laissés dans le froid. Les autorités de Bosnie Herzégovine continuent de ne pas fournir d'asile adéquat. Les agences de l'UE ont toujours tendance à soutenir des solutions à court terme.

« Les autorités de tous niveaux doivent immédiatement fournir une aide pour ceux qui en ont besoin » répond Eve Geddie, directeur du bureau d'Amnesty International auprès des institutions européennes. Au cours des trois dernières années, l'UE a accordé plus de 88 millions d'euros de fonds d'aide à la Bosnie Herzégovine afin de gérer les flux migratoires. Malgré cela, les autorités étatiques n'ont pas identifié les installations adéquates pour accueillir les migrants et les demandeurs d'asile ; elles sont pleinement responsables de la gestion de ces installations et fournissent le strict nécessaire pour aider les personnes en transit.